

**Union européenne - Journée
mondiale de la liberté de la presse -
Déclaration de la haute
représentante, au nom de l'UE -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 03 mai 2018)**

Nous célébrons aujourd'hui la Journée mondiale de la liberté de la presse dans un contexte difficile pour le journalisme. La liberté d'expression et la liberté de la presse sont menacées dans le monde entier.

Les attaques contre les médias et les journalistes sont des attaques contre la démocratie, contre la liberté de chacun d'entre nous. Nous rendons hommage à tous les journalistes qui, en Europe et dans le monde, ont perdu la vie dans l'exercice de leur profession. Nous appelons tous les Etats à condamner les violences commises à l'encontre de journalistes, à prendre des mesures afin d'améliorer la sécurité des journalistes, en accordant une attention particulière aux femmes journalistes, et à traduire en justice les auteurs et les instigateurs de ces violences.

L'Union européenne est fondée sur le respect des valeurs de la démocratie, des droits de l'Homme et de l'Etat de droit, ainsi que sur la liberté et le pluralisme des médias, consacrés dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE. La liberté de la presse joue un rôle essentiel dans la promotion de la bonne gouvernance, de la transparence et de l'obligation de rendre des comptes. Un journalisme indépendant est indispensable pour demander des comptes aux Etats et surveiller les processus démocratiques. Des médias libres, diversifiés et indépendants, aussi bien en ligne qu'hors ligne, sont les piliers d'une société pluraliste et ouverte et leur responsabilité est grande: garantir au public des informations vérifiées et correctes.

Le respect de la liberté d'expression est intégré dans tous les programmes de développement et politiques de l'UE. Celle-ci a conçu une législation, des politiques et des instruments dans le but de renforcer la liberté des médias dans toute l'Union et d'améliorer la transparence, la crédibilité et la diversité de l'information en ligne. L'UE continuera à financer des projets ciblés dans les pays tiers destinés à améliorer la qualité du journalisme, l'accès aux informations publiques et la liberté d'expression.

Nous condamnerons systématiquement la violence exercée à l'encontre de journalistes, nous nous opposerons - dans les contacts bilatéraux avec les pays tiers ainsi que dans les enceintes multilatérales et régionales - à toute législation, réglementation ou pression politique qui limite la liberté d'expression et nous prendrons des mesures concrètes afin de prévenir les attaques contre des journalistes et des blogueurs et d'y répondre, notamment en apportant une aide en urgence pour protéger les défenseurs des droits de l'Homme gravement menacés, parfois au moyen d'une relocalisation.

Aujourd'hui, nous réaffirmons la détermination de l'UE à continuer de défendre et de promouvoir les libertés d'opinion et d'expression en tant que droits qui doivent pouvoir être exercés partout par chacun, sur la base des principes d'égalité, de non-discrimination et d'universalité, par quelque média que ce soit, à l'intérieur de nos frontières et au-delà./.